



LABORATOIRE MIXTE INTERNATIONAL
MACOTER
RECONFIGURATIONS MALIENNES
COHESIONS - TERRITOIRES - DEVELOPPEMENT



Campus de Kabala, Bâtiment de la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Éducation, 2^e étage droite / www.lmi-macoter.net

SEMINAIRE DOCTORAL DU LABORATOIRE MIXTE INTERNATIONAL - MACOTER BAMAKO 2023

« Rapports de dominations et stratégies d'émancipation en contexte malien : les femmes, les jeunes et les esclaves en question. »

26 juillet 2023 – Salle de réunion du LMI-MaCoTer, BAMAKO

Informations et inscriptions : maigasoumana@gmail.com, nanakimbiri@yahoo.com ;
kampoissatam@yahoo.com

Argument scientifique

En Afrique, les revendications, les révoltes, les contestations populaires sont le plus souvent la résultante des inégalités sociales dans les rapports de genre. La remise en cause du statut de la femme qui engagea des luttes d'émancipation à travers le monde est illustrative à ce niveau.

Le point de départ de ces revendications féminines se situe en Occident où des femmes, victimes d'inégalités sociales induites par le système patriarcal décident de rompre le silence sur leur sort en revendiquant un certain nombre de droits.

En dehors de l'Occident, les mouvements pour l'émancipation des femmes se sont réalisés à différentes époques et sous différentes formes sur d'autres territoires, avec une accélération au XXI siècle. Ce qui fait qu'en Afrique de l'Ouest spécifiquement au Mali, même si le contexte colonial et l'indépendance du pays leur avaient privé d'un certain nombre de droits, la démocratisation politique du pays depuis 1991 donna un nouveau souffle au combat des femmes (Maiga, 2011 : 12).

Les initiatives nationales et internationales en faveur des droits des femmes ont aussi impacté le gouvernement malien en matière de législation sur le statut social des femmes. Toutefois, malgré quelques avancées sur le plan politico-juridique, l'émancipation des femmes reste encore la grande question au niveau des organisations de femmes qui n'arrivent pas toujours à atteindre leurs objectifs à cause de certaines résistances aux changements. En effet, au regard des représentations sociales et culturelles ainsi que du conservatisme religieux entretenus par les postulants d'un monde où les femmes doivent rester sous l'autorité éternelle de l'homme, les femmes ont du mal à accueillir un certain nombre de droits légitimes. L'interdiction de l'excision dans les années 1990, la question du code de la famille en 2009, l'avant-projet de loi dans le cadre de la politique nationale genre en 2020 sont illustratifs à ce niveau. Partant de ces constats, l'émancipation féminine reste donc le goulot d'étranglement des organisations féminines dans un pays fortement dominé par le patriarcat et l'islam.

Outre ces rapports inégalitaires entre homme et femme légitimé par le système patriarcal, on retrouve également dans le contexte malien d'autres types d'assujettissement, de domination d'un individu ou d'un groupe d'individu par un autre. Nous faisons référence ici à la pratique d'esclavage qui est très ancienne dans les sociétés africaines et qui persiste au sein de certaines communautés maliennes.

L'esclave est défini comme « un dépendant parmi d'autres qui se singularise par deux caractéristiques fondamentales ; il est exclu d'un des aspects essentiels de l'identité sociale du

groupe dans lequel il vit, ici la parenté, là la communauté des fidèles ; il est enfin celui dont on tire profit, de quelque nature que ce soit (force de travail, activités rituelles, etc.) » (Hoder, 1998 : 72). Si pour certains historiens le terme d'esclave au sens grec n'existait pas dans la langue égyptienne et chaque serviteur, dit-on, était rémunéré et possédait ses privilèges spécifiques (N'diaye, 2008 : 16). Selon Ismaila Samba Traoré, « l'esclavagisme a déshonoré tous les patronymes et toutes les [ethnies] de la savane. Et vous voudriez qu'il y ait, malgré tout, des lignages sans tâches ? Tu es le descendant des pèlerins d'Arabie, certes, mais tu es aussi le fils d'une pauvre captive qui ne connut jamais le bonheur. N'oublie jamais » (Traoré, 2016 : 83).

Si la condition d'esclave qui demande soumission et servitude au maître était en passe de devenir la norme sociale par la plupart des esclaves et descendants, de nos jours, de nombreuses résistances et révoltes sont consenties par les groupes assujettis qui aspirent à un changement de leur statut. Dans les régions du Mali où la pratique reste encore d'actualité, la cohésion sociale entre certaines communautés s'est considérablement effritée du fait, des remises en cause des rapports de dominations entre « maître et esclave ». Tous les groupes aspirent à une liberté inconditionnelle refusant catégoriquement un quelconque statut d'assujettissement. Et cela au prix des violences et de combat de mort contre l'esclavage comme le montre les travaux de Marie Rodet dans la région de Kayes (2020). On observe également ce recours à la violence et d'adhésion de certains jeunes considéré comme descendants d'esclaves aux différents mouvements armés au centre du Mali dans le but de se révolter contre les pratiques d'esclavage. En dépit, de la quête de liberté qu'exposent certains spécialistes du domaine, le rapport de dominant et dominé continue d'exister. Ainsi, il nous semble intéressant d'appréhender comment s'effectue la lutte pour la liberté et les stratégies développées par ceux qui sont considérés comme esclaves pour s'affranchir.

Au-delà, les jeunes sont une autre catégorie qui, en Afrique et particulièrement au Mali, vivent dans une forme de domination dans leurs rapports aux « aînés sociaux ». En brossant l'histoire, nous constatons que les jeunes ont assumé des rôles différents au fil de l'évolution des sociétés qui sont en perpétuelles mutations. Tantôt la jeunesse est perçue comme la génération susceptible de faire changer les choses, en mettant en avant leur capacité physique, leur âge et leur force, tantôt, comme immature et manipulable¹.

¹ Voir le discours du président Assimi GOITA lors de la rencontre avec la jeunesse, le 1 juin 2021, « si j'échoue c'est toute la jeunesse malienne qui a échoué » [en ligne, consulté le 10 Avril 2023, URL-<https://maliactu.net/appel-du-president-de-transition-a-la-jeunesse-mossa-comble-les-attentes-de-assimi/>]

En Afrique de l'ouest et plus précisément au Mali, l'écrasante majorité de la population est jeune². Le dernier recensement estime que 46,6% de la population a moins de 15 ans et 48,4 % sont dans la tranche d'âge de 15 à 65 ans, seulement 3,2% sont situés dans la tranche de 65 ans et plus. Les différents régimes qui se sont succédé de l'indépendance à nos jours ont vite compris la nécessité « d'avoir » cette masse influente en nombre pour asseoir leur légitimité. En effet, il importe de comprendre qu'au-delà de ces chiffres, la jeunesse a montré ses capacités en étant au cœur des luttes et des révoltes au Mali. Nous faisons référence ici aux coups d'Etat militaires qu'a connu le pays de l'indépendance à nos jours, aux événements de mars 1991, à leur grande mobilisation derrière le mouvement *An tè a banna* en 2017, etc. Les discours qui ressortent qui sont des caractéristiques communes à ces jeunes est qu'ils sont tantôt « des corps rebel », des « ennemis de l'intérieur »³ « des marginaux », tantôt des personnes en chômage, financièrement instables etc.

A travers ces trois exemples de rapport de force, nous nous intéressons aux mutations qui caractérisent les rapports de force entre les catégories sociales dominantes et dominées. Il s'agit en d'autres termes de cerner les stratégies d'émancipation des individus ou groupes en situation de domination. Quelles sont les mutations dans les rapports de force entre catégories dominantes et dominées ? Quelles stratégies de renégociation voire d'émancipation les « groupes dominés » déploient-ils dans leurs rapports aux catégories sociales « dominantes » ? Quelle orientation prendra-t-il le combat pour l'émancipation des femmes, des esclaves et des jeunes au Mali ? Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre à travers ce séminaire doctoral ouvert aux docteurs, doctorants et étudiants. Les propositions de communication sont à inscrire dans l'un des trois axes.

Axe 1 : Femmes : entre domination patriarcale et stratégies d'émancipation

Axe 2 : Les jeunes en quête de liberté ?

Axe 3 : La revanche des esclaves sur leur maître : (re) questionner la question de l'esclavage au Mali.

² Voir les 4 recensements de la population au Mali

³Essor « A propos de la crise juvénile au Mali » éditorial, 18 mai 1967 : 1 à 4 cité par Ophélie Rillon, 2010, « corps rebelles : la mode des jeunes urbains dans les années 1960-1970 au Mali, dans GENESES, [en ligne, consulté le 13 avril 2023, URL- <https://www.cairn.info/revue-geneses-2010-4-page-64.htm>]

Les résumés de chaque communication doivent comporter un minimum de 200-250 mots avec affiliation, la biographie et les coordonnées de l'auteur tout en indiquant l'axe où la communication se portera.

Date de diffusion : 18 Mai

Date limite de soumission des résumés : 10 juin

Sélection de résumés et retour : 16 juin

Date du séminaire : 26 juillet 2023.